



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 55 - Avril 2016

Favoriser les relations de proximité

Les historiens discuteront encore longtemps des bases et des motivations réelles à l'origine de ce qui a été présenté comme une « révolution », à la fin du siècle passé, mais les sociologues et autres analystes de la société roumaine actuelle en mesurent déjà une bonne partie des effets. Nous en parlons depuis de nombreux mois, mettant en évidence la perception que la population actuelle en a dans le pays.

Une génération plus tard et quelques changements administratifs dans le domaine de la gouvernance apportés, force est de constater que, si la société civile joue un rôle de plus en plus actif au niveau de la prise de conscience de ce qui se passe, elle est souvent démunie dès qu'il s'agit de prendre des mesures spécifiques pour concrétiser les changements souhaités. Car, comme le fait justement remarquer, dans ce numéro, le responsable d'une de nos associations encore actives sur le terrain, « si la Roumanie semble avoir enfin amorcé un véritable virage vers un fonctionnement digne d'un Etat de droit, le pays est encore loin de pouvoir fournir à celles et ceux de ses

citoyens qui souhaitent participer à son redressement physique et moral, les moyens nécessaires ». Ce constat ne se vérifie pas seulement au niveau local, mais à tous les degrés de l'échelle administrative, particulièrement pour ce qui touche les conséquences sociétales, au sens large, et sociales, au sens restreint.

L'implication de la coordination OVR-Suisse au niveau régional roumain procède de cette analyse. Elle vise à développer des relations de proximité et d'entraide entre les collectivités locales, au-delà de l'horizon villageois et communal. Et, comme la décentralisation roumaine voulue au niveau de la gouvernance n'a pas été suivie des moyens financiers pour la mettre en pratique, notre action vise aussi à favoriser l'approvisionnement en équipements de proximité dans les régions avec lesquelles nous sommes en relation de partenariat.

Ces dernières années, la commission « Pompiers » a répondu – dans la mesure du possible – aux demandes émanant de nos membres dans le domaine des situations d'urgence. L'aide apportée par la Confédération suisse dans le cadre de la Contribution à l'élargissement a permis une accélération du processus, mais notre implication va continuer une fois celle-ci terminée. Nous en reparlerons prochainement.

En parallèle, la commission « Santé », mise en place depuis plusieurs années, a permis d'initier une « action de soutien aux hôpitaux régionaux et aux institutions médico-sociales » des régions rurales et défavorisées du pays ou, aussi, de « l'hôpital Fundeni, situé au fin fond de la ville » de Bucarest. Ces différents éléments sont présentés dans l'article sur le partenariat développé avec OVR-Roumanie dans le domaine de la santé, mais aussi dans celui qui rapporte l'analyse d'Irina Zamfirescu sur les aspects du développement urbain qui restent à coordonner dans la capitale roumaine.

Notre force est de travailler directement avec nos partenaires sur le terrain : et au niveau local, et avec les responsables des services de protection d'urgence, de même que des médecins, directeurs d'hôpitaux, sous la coordination éclairée et engagée du président d'OVR-Roumanie.

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

Favoriser les relations de proximité

- Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Moutier

- Association Avully-Remetea

Projets de développement social et culturel

- Irina Zamfirescu

Regard sur la ville de Bucarest

- Commission « Santé »

Un partenariat OVR-Roumanie – OVR-Suisse

- La Transylvanie

Région classée première au niveau mondial

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Christiane BÉGUIN, Carmen CONSTANTIN, Vital DORSAZ, Vera et Hubert ROSSEL

Photos : Mihai BARBU, Christiane BÉGUIN, Vital DORSAZ, Vera & Hubert ROSSEL, Hôpital Adjud, www.museedutour.ch, www.regard.ro, fr.slideshare.net

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Moutier le 16 avril 2016 à la Maison des Œuvres

Nos amis de la cité prévôtoise nous font à nouveau le plaisir de nous accueillir dans leur ville située au cœur du Jura, juste au sud de la cluse du même nom.

Pour ceux qui viennent en voiture, le parking se trouve à proximité de l'Eglise Notre-Dame de la Prévôté. Un passage sous-voie permet un accès direct à la Maison des Œuvres, au 6 rue du Midi. Pour ceux qui viennent en train, en sortant de la gare, prendre à gauche vers la vallée de la Birse, en suivant la Promenade Max Robert qui conduit directement à la rue du Midi. La Maison des Œuvres se trouve à quelques minutes.

Programme de la journée :

Matinée

Dès 09h30 Accueil, café/croissant, inscriptions, achat des bons de repas

10h15 Salutations, *Pascal Praz*, Président d'OVR-CH

Présentation de l'Association OVR-CH Moutier - Chiril

M. Roland Mérillat, Président de la sous-commission Roumanie

10h30 Séance statutaire

11h15 Allocutions

SE Madame Anca Elena Opriș, Ambassadeur de Roumanie

Jean-Hubert Lebet, Ambassadeur de Suisse à Bucarest, excusé

Messages

Monsieur Maxime Zuber, Maire de Moutier

Monsieur Dorin Rusu, Maire de Chiril

11h45 Verre de l'amitié offert par la Ville de Moutier

12h15 Repas préparé par les Loitche'Potche



Vue panoramique de la ville de Moutier, au sud de la cluse creusée par la Birse

www.museedutour.ch

Après-midi

14h15 Réflexion, questions et débat portant sur la thématique de la santé, articulés autour de trois moments forts: une approche générale, la réalité de ce qui se vit sur place, les possibilités d'action concrète.

« Approche des problématiques de santé se posant à la Roumanie post-collectiviste »

M. Emmanuel Bioteau, Professeur et chercheur, Université d'Angers (*)

« Aujourd'hui dans nos villages partenaires, quelles sont les conditions d'accès des habitants aux soins ? »

M. Francisc Giurgiu, Président d'OVR-RO

« Regard sur la vie sociale et communautaire des villages. Quel serait notre soutien à l'accès aux soins de santé des villageois loin des centres de santé urbains ? »

Mme Christiane Béguin, membre du Comité OVR-CH

16h00 Clôture

(*) Emmanuel Bioteau est Maître de Conférences en Géographie à l'Université d'Angers (France). Membre du laboratoire Espaces et Sociétés (CNRS), il développe ses recherches depuis 2007 sur les rapports aux territoires des organisations d'économie sociale et solidaire et sur la construction spatiale des solidarités. Outre le grand Ouest de la France, il reste attaché à l'étude des dynamiques territoriales d'Europe centrale et orientale, en particulier la Roumanie. Sur ce terrain, il est co-auteur avec Sébastien Fleuret (Géographie de la santé) d'un chapitre d'ouvrage dressant l'état des lieux du système de santé et assurantiel en santé en Roumanie au tournant de la décennie 2010.

Association Avully-Remetea

Projets de développement social et culturel

Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, dans nos colonnes, des différentes actions entreprises par l'Association Avully-Remetea et de leurs projets de développement social et culturel dans la commune magyarophone de Remetea/Gyergyóremete – tout au nord du județ de Harghita/Hargita – et plus particulièrement dans le quartier de Ciutac/Csutakfalva. Nous reprenons de larges extraits de leur dernier *Bulletin d'information – 2015-2016*, édité peu avant leur Assemblée générale qui s'est tenue le mois passé et qui avait été annoncée sur notre site Internet. Bilan.

La Rédaction

25 ans de rencontres, d'amitié, de projets et de réalisations

Il existe de nombreux types de relations. Par exemple celles qui partent fort mais s'essouffent vite ; celles très médiatiques, qui meurent dès que s'éteignent les feux des projecteurs ; celles motivées principalement par des intérêts pécuniaires, qui ne durent qu'aussi longtemps que la bourse est pleine ; celles obligées, essentiellement protocolaires et souvent superficielles ; celles qui cherchent à impressionner par des actions de prestige. Et puis, il y en a de moins intenses mais qui tiennent sur la longueur ; celles qui, sans flonflon ni emphase, s'appuient sur des amitiés simples mais profondes ; qui, loin du champ des caméras, s'accommodent très bien d'un certain anonymat ; qui, un petit pas après l'autre, tracent patiemment leur route, misant sur des projets modestes mais adaptés aux besoins et à des moyens limités.

Le partenariat qui lie Avully et Remetea depuis un quart de siècle fait clairement partie des secondes. Alors que la majorité des parrainages de villages roumains par des communes ou associations suisses, françaises, belges ou autres ont cessé toute activité, ou fortement réduit la voilure, celui qui nous unit à nos amis de Transylvanie produit encore de beaux fruits.

Question visibilité, l'aboutissement des travaux de rénovation et de transformation de la maison et de la grange de Csutak [Ciutac/Csutakfalva, ndlr] peut même être considéré comme la plus importante réalisation en vingt-cinq ans d'activité. Et comme ces deux bâtiments devraient permettre pendant bien des années la réalisation de toutes sortes de projets, il est permis de penser que la solidarité d'Avully à l'égard de Remetea est appelée à produire des effets durables.

Cependant, pour que cela soit, notre soutien reste indispensable. Car si la Roumanie semble avoir enfin amorcé un véritable virage vers un fonctionnement digne d'un Etat de droit, le pays est encore loin de pouvoir fournir à celles et ceux de ses citoyens qui souhaitent participer à son redressement physique et moral, les moyens nécessaires. La modeste aide que nous leur apportons depuis des années demeure donc en l'état le principal espoir de voir la Fondation Avully-Remetea et l'association *Csutakfalvaert* [= « pour Csutak », en hongrois, ndlr] continuer à encourager les habitants de Remetea, jeunes et moins jeunes, à prendre leur destin en main, à tisser du lien, à donner de la saveur à la vie du village.

Merci donc à vous, qui nous soutenez financièrement, ainsi qu'à la commune d'Avully, dont la subvention à notre asso-



Vital Dorsaz

Les danses exécutées par les enfants du village lors des fêtes de Csutak en 2015



Vital Dorsaz

Il ne manque pratiquement personne quand les grands moments se présentent...



Vital Dorsazi

Vue extérieure de la grange rénovée : tout est prêt pour l'inauguration de la nouvelle salle

ciation représente la moitié des moyens dont nous disposons et qui a décidé de prolonger son aide à notre action. 2016 devrait donc être encore une belle année pour nos partenaires et pour toutes celles et ceux qui bénéficient là-bas de leur engagement.

Bâtiments

Après un long parcours du combattant, plusieurs désillusions et une bonne surprise survenue il y a deux ans, soit l'obtention d'un subventionnement européen, le projet de la transformation et de la rénovation des deux bâtiments acquis dans le quartier de Csutak touche à sa fin.

La grange, sur laquelle le principal effort a été porté, est terminée. C'est maintenant une très jolie petite salle pouvant accueillir réunions, conférences, fêtes, concerts, repas, expositions et autres activités. Pour qu'elle soit totalement opérationnelle, il va falloir l'équiper, car nous n'avons encore que quelques vieilles tables et vieux bancs, récupérés en son temps auprès d'une commune genevoise. Chaises, tables, cuisinière, vaisselle et petit matériel sont indispensables. Un projecteur vidéo et une petite sono seraient également très utiles.

Sur la maison, une bonne part des travaux prévus a pu être réalisée. Ceux-ci font apparaître la nécessité, pour ne pas rester sur une impression d'inachevé, de lancer



Vital Dorsazi

Intérieur de la grange rénovée: des activités culturelles, sociales et festives

aussi des travaux initialement considérés comme non prioritaires. Ceci se fera au printemps prochain et nous en aurons alors vraiment fini avec cette étape.

25 ans de relation

En vingt-cinq ans, dix-sept habitants de Remetea nous ont rendu visite et plus de quarante Avullyotes, ou personnes en lien avec notre commune, se sont rendus chez nos amis roumains, parfois plusieurs fois. Sur place, quatre plaques ont déjà été solennellement posées, pour commémorer dix, quinze, vingt et maintenant vingt-cinq ans d'amitié. Et notre association s'est vu décerner par la commune de Remetea, en 2002, le titre de partenaire d'honneur.

Une « Maison suisse » qui rayonne

Depuis plus de six ans déjà, notre propriété de Csutak fonctionne comme un des cœurs de ce quartier excentré de Remetea. Elle accueille diverses festivités et offre hebdomadairement un lieu de rencontre chaleureux et convivial pour les personnes âgées et pour les enfants. Le développement de son activité a été confié à l'association *Csutakfalvaert* (pour Csutak), dont les membres œuvrent avec générosité et simplicité au renforcement du lien social. Du soleil et des sourires, pour illustrer le bel état d'esprit qui anime ces lieux.

Vital DORSAZ



Vital Dorsaz

Plaque commémorative des 25 ans d'amitié entre les deux partenaires



Irina Zamfirescu

Regard sur la ville de Bucarest

On a souvent entendu dire que Bucarest n'était pas la Roumanie, que c'était une enclave dans le pays, tant la différence était grande entre la ville et le reste du pays. Certains Roumains en sont même arrivés à « bouder » leur capitale, pour quantité de raisons, bonnes ou mauvaises. C'est un fait que l'unification progressive des différents villages à l'origine de la ville actuelle ne s'est pas faite sans difficulté et que l'harmonisation de ces différents quartiers pose toujours de nombreux problèmes et de nombreuses questions.

Nous sommes revenus plusieurs fois sur certains aspects de cette réalité complexe ¹. Et si des changements importants ont déjà été apportés à l'harmonisation progressive des différents quartiers de la capitale, il reste encore de très nombreux aspects du développement urbain à coordonner.

Dans un de ses derniers numéros (N° 70, 15 mai–15 juillet 2015), la revue des francophones de Bucarest, *Regard*, a présenté les grandes lignes d'une rencontre entre la journaliste Carmen Constantin et Irina Zamfirescu de l'Université de Bucarest. Anthropologue culturelle, elle s'est spécialisée dans les questions portant sur la mobilité urbaine durable. Voici l'approche que cette spécialiste porte sur la ville. Texte repris avec l'autorisation de la revue. Entretien.

La Rédaction

Irina Zamfirescu travaille pour ActiveWatch, ONG notamment impliquée dans les droits de l'homme. En charge des dossiers dits de « bonne gouvernance », elle est particulièrement au fait des questions urbanistiques entourant Bucarest, « une ville que les Bucarestois s'approprient de plus en plus ».

Regard : Comment décririez-vous l'évolution de Bucarest sur ces vingt-cinq dernières années ?

Irina Zamfirescu : Jusqu'en 1998, seul l'investisseur comptait. Il n'y avait pas de conscience collective de ce que constitue un espace public ou un espace vert, cela n'intéressait pas les gens. Depuis 1998, des plans urbanistiques généraux et une législation obligent l'investisseur à se plier à une consultation publique. Enfin, depuis 2008-2009, on assiste à l'apparition d'un « vrai » citoyen. On peut même parler d'un boom du civisme en matière d'urbanisme.

Ce nouveau civisme est-il en partie dû à des facteurs extérieurs ?

Il y a surtout de jeunes urbanistes qui font désormais la promotion d'une démarche participative en matière de construction au sein de l'espace public. Certes, l'entrée dans l'Union européenne a eu son impact. Mais une spécificité bucarestoise a rendu l'harmonisation compliquée : les rétrocessions, dont les effets ont commencé à se faire ressentir dans les années

2000. Heureusement, la crise financière, et c'est là l'un de ses mérites, a permis de mettre un frein à la bulle immobilière. Aujourd'hui, la société civile est très attentive quant aux questions de patrimoine et d'urbanisme. Prenez l'exemple du parc IOR et le projet de salle polyvalente : la mairie a jeté l'éponge en décembre dernier devant l'opposition des gens. Dans le secteur 3 de la capitale, deux groupes de citoyens s'occupent de ces questions en permanence. Il y avait des ONG avant 2007, mais sans l'implication des citoyens, cela ne marche pas.

Le cadre législatif est-il satisfaisant ?

Meilleur qu'avant, mais il y a des dérives. Le cas de l'immeuble Cathedral Plaza est emblématique (bâtiment de bureaux de 19 étages situé juste à côté de la cathédrale Sfântul Iosif, ndlr). Les promoteurs avaient une autorisation de construction



Mihai Barbu

Irina Zamfirescu pendant l'entretien qu'elle a accordé à Carmen Constantin

¹ Voir les articles parus dans *Le Réseau* : « Bucarest et le désastre de la planification urbaine », *Spécial 20e anniversaire*, Hors Série, N° 1, juillet 2009, pp. 52-64 ; « A quelques pas du Parlement roumain, un quartier toujours en sursis : Rahova-Uranus », N° 39, décembre 2010, pp. 16-22 ; « Tour "Millenium" – Cathédrale St-Joseph. Décision de justice prise : la démolition de la tour », N° 46, avril 2013, pp. 12-13.



Hubert Rossel

Le changement n'a pas été dans le sens de la destruction, mais de l'achèvement de la tour...

est très important pour tout un pan de la ville particulièrement pauvre en espaces verts. Mais une partie de la zone a été défrichée par un privé qui a récupéré un terrain, et les travaux de l'Aquaparc avancent. Pourtant, la loi est claire : afin de préserver un espace vert, un investisseur privé peut être dédommagé ou recevoir un autre terrain en compensation. Or, dans ce cas présent comme dans beaucoup d'autres, aucun maire n'y a jamais eu recours.

La mairie ne se soucie donc pas des espaces verts ?

L'ensemble de son budget est pour des projets contestés par la société civile car synonyme de destructions. Des projets farfelus, des autoroutes suspendues... Le discours dominant est de fluidifier le trafic, c'est tout. Un seul projet a été soutenu par les citoyens car nécessaire : le quartier Prelungirea Ghencea. Les habitants sont même allés à la mairie déposer des bottes pleines de boue car là-bas, il n'y pas de trottoir, soit vous marchez dans la boue, soit sur la route. Les gens ont milité pour la rénovation du quartier, et c'est la raison pour laquelle elle va se faire. Sinon, c'est toujours la même chose. Prenez le tunnel de Piața Presei qui est en train d'être construit le long d'un espace vert et de promenade. Le projet avance malgré l'opposition des citoyens. Sorin Oprescu (le maire de Bucarest, ndlr) dit que les gens attendront moins aux feux, mais de toute façon les voitures ressortiront bien de quelque part, cela ne fera que déplacer le problème de cette circulation trop intense.

On parle ici de gros chantiers...

Oui, 48 millions de lei (un peu moins de 11 millions d'euros, ndlr) pour Piața Presei. Et le passage de Mihai Bravu coûtera lui 26 millions de lei (environ 5,9 millions d'euros, ndlr). Sorin Oprescu veut aussi faire un souterrain pour les piétons à Piața

pour trois niveaux mais n'ont pas arrêté de faire des étages supplémentaires, sans autorisation. Le Cathedral Plaza est le premier bâtiment ayant reçu plusieurs décisions définitives de démolition, il est pourtant toujours debout. On peut citer aussi le cas de l'Aquaparc, à Tineretului. Le

parc Tineretului

Romană, des piétons qui « ralentiraient le trafic », selon lui. Il s'agit pourtant du centre ville d'une capitale. On voit le résultat à Piața Universității, un lieu devenu difficilement accessible pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite. Les installations près des escaliers ne fonctionnent jamais, il faut demander l'autorisation en bas, c'est même écrit. Autre motif de grogne populaire : la traversée Ciurel-A1 qui est très avancée. Elle reliera l'autoroute de Pitești à l'autoroute de Constanța par la ville, via *Splaiul Independenței*, au lieu de contourner le centre. Sans parler du projet de liaison entre l'aéroport et le stade Arena Națională via une route suspendue au-dessus d'un quartier résidentiel. Pourquoi n'ont-ils pas fait ce stade de 75 000 places en périphérie ? A l'inverse, l'hôpital Fundeni est situé au fin fond de la ville. Bucarest n'est pas au service des gens.

Et que se passe-t-il avec le projet de périphérique ?

Personne ne veut s'en occuper. En venant de Ploiești ou de Pitești pour aller à Constanța, il faut nécessairement passer par la ville. L'autre souci avec le projet Ciurel, que la mairie a déclaré d'utilité publique, concerne les expropriations des habitants. Cela rappelle ce qui s'est passé avec la voie Buzești-Berzei et l'expropriation de 1 000 personnes en plein mois de décembre, ce qui était illégal. Le comble ici, c'est qu'un an et demi plus tard, une décision judiciaire a stipulé que le projet n'était en fait pas d'utilité publique à cause de vices de procédure. Tout cela s'est donc passé sur la base d'une décision non valable. Mais notre maire n'en fait qu'à sa tête. On se souvient de Hala Matache (les halles de Matache, ndlr). Le ministère de la Culture avait approuvé la démolition à condition de reconstruire les halles ailleurs. Sorin Oprescu avait alors assuré qu'il allait s'exécuter à partir du moment où il aurait finalisé un partenariat public-privé, comme il aime à le répéter. Mais quelque chose me dit que nous ne sommes pas prêts de revoir ces halles de sitôt. Les colonnes du bâtiment n'ont même pas été conservées.

Y a-t-il une stratégie concernant les transports en commun ?

La RATB (Régie autonome des transports de Bucarest, ndlr) est en faillite. Avant Pâques, la mairie, enthousiaste, a annoncé le premier bus écologique, mais il s'agissait juste d'un essai, il n'y a aucun projet d'acquisition. Elle travaille aussi à « un plan de mobilité urbaine durable » imposé par l'UE afin de privilégier les transports alternatifs. Jusqu'à présent, personne n'a cependant été consulté. Pourquoi la RATB perd-t-elle de l'argent ? Tout simplement parce que ce n'est pas un mode de transport attractif. Il n'y a pas d'horaires, par exemple. Il faudrait des lignes spéciales pour les autobus, mais comme avec le vélo, la mairie nous dit que « les Bucarestois ne sont de toute façon pas assez disciplinés ». Personnellement, je crois au comportement rationnel des gens. Le jour où l'on aura un réseau de bus performant, les gens laisseront davantage leur voiture au garage.



CC19X4pW4AEZ-pz

Les pistes cyclables réservent parfois des surprises agréables – et étonnantes ! – avec des pré-sélections pour cyclistes...

Le vélo en ville, lui, semble avoir le vent en poupe...

Oui, mais pour l'infrastructure, on n'a rien trouvé dans le budget 2015. Tout est parti de la célèbre lutte de 2008-2009 contre les fameux 100 km de pistes cyclables sur les trottoirs. La police routière les a suspendus à la demande des cyclistes. Or ces pistes avaient coûté 10 millions d'euros, mais personne n'en a endossé la responsabilité.

Les parkings construits à Université fonctionnent-ils ?

Ce serait faux de dire qu'ils sont vides. Ils sont 40 à 50% pleins, le soir en particulier à cause des bars du centre. Mais il faudrait aussi un système d'abonnements pour les gens qui travaillent dans le quartier. Par ailleurs, la police devrait mettre plus d'amendes, sinon les parkings ne marcheront pas. Dans le même temps, un troisième parking est en construction là-bas.

Selon vous, Bucarest serait pour ainsi dire une ville difficilement utilisable...

Je dirais que Bucarest est à 100% inutilisable. Normalement, tout type de personne devrait pouvoir se déplacer de manière autonome, aveugle, personne en fauteuil roulant, etc. J'ai participé à une marche pour personnes handicapées et j'ai entendu de telles histoires... D'après la loi, il faudrait laisser toujours un mètre et demi de largeur sur le trottoir afin que deux personnes en chaise roulante puissent passer. Ce règne de la voiture nuit à tout, même au commerce de proximité.

Et concernant les vieilles maisons ?

Rien de prévu, ni de réel budget. Quelques exceptions : l'Observatoire astronomique de Piața Romană et Hanul Gabroveni (auberge en rénovation dans le centre historique, ndlr). Quoiqu'il en soit, le centre historique dans son ensemble est littéralement abandonné par la mairie. Ils ont parlé de réhabiliter les bâtiments à risque sismique mais rien n'a été fait. Cette année, 10 millions de lei (environ 2,2 millions d'euros, ndlr) sont prévus pour la reconsolidation de bâtiments. Une somme ridicule, les mesures se résument à l'octroi du kit de survie. Autre chose, peu de gens le savent, mais il y a en bas de Calea Victoriei deux immeubles prévus pour accueillir les personnes déplacées pour cause de reconsolidation. Cependant, les gens



pista-biciclete-bucuresti-tineretului-550x412

... ou désagréables, comme ici, quand elles conduisent tout droit dans un abri de bus !

ne veulent pas y aller car ils ne savent pas quand il pourront rentrer chez eux.

Quels sont les bons projets réalisés par la mairie ces dernières années ?

La laverie sociale et la cantine sociale, des services sociaux en fait. Même si la mairie n'accorde qu'un seul logement social par mois, ce qui est une véritable catastrophe. On est loin de l'Europe de l'ouest où généralement une personne à la rue se fait aider en priorité avec un logement. Depuis l'évacuation de la rue Vulturilor, les gens là-bas sont à la rue depuis le 15 septembre. Ils ont passé tout l'hiver dehors. Mais ce projet de laverie sociale a été bon pour les sans-abris.

A quoi ressemblera Bucarest d'ici 20 ans ?

Cela dépend beaucoup des citoyens. Par exemple, au niveau des vélos, ce qui s'est passé ces quatre, cinq dernières années me paraît incroyable. A mon avis, plein de bonnes choses se mettront en place autour du vélo. Mais cette ville peut devenir tout et n'importe quoi. Elle peut évoluer vers un centre urbain pensé entièrement pour les voitures avec des bureaux partout, ou tout autre chose.

Propos recueillis par Carmen CONSTANTIN



Vera Rossel

De vieilles maisons portent le macaron rouge des bâtiments en classe I dans l'échelle des risques sismiques

Commission « Santé »

Un partenariat OVR-Roumanie – OVR-Suisse dans le domaine de la santé

Objectif : participer à l'amélioration de la dotation en matériel d'hôpitaux et d'institutions médico-sociales dans des régions défavorisées de Roumanie.

Moyens :

- Récolte de matériel médical de qualité, en excellent état, auprès d'hôpitaux et d'institutions médico-sociales en Suisse ;
- Acheminement du matériel récolté vers les bénéficiaires en Roumanie (hôpitaux, dispensaires, homes pour personnes âgées, orphelinats, etc.) ;
- En Roumanie, évaluation des besoins, des demandes et des ressources administratives, financières et techniques des futurs bénéficiaires.

Basée exclusivement sur le bénévolat, la forte implication des partenaires de Roumanie et de Suisse permet d'atteindre notre but : une action de soutien aux hôpitaux régionaux et aux institutions médico-sociales de Roumanie.

A travers ce partenariat, *Opération Villages Roumains-Suisse* (OVR-CH) et *Opération Villages Roumains-Roumanie* (OVR-RO) désirent participer à l'amélioration de la dotation en matériel médical et moyens auxiliaires de petites et moyennes institutions médicales et médico-sociales de Roumanie.

De fait, des hôpitaux, des homes pour personnes âgées et des centres médico-sociaux doivent encore faire face aux défis du présent dans le domaine de la santé avec du matériel souvent dépassé ou tout simplement manquant.

Création de la commission « Santé »

Active depuis fin 2010, elle est née au fil du temps, suite à un effet boule de neige, et elle s'est structurée tardivement dans le courant de 2013. Elle est composée de :

- Vera Rossel, responsable du secrétariat et de la trésorerie, membre du Comité OVR-CH ;
- Christiane Béguin, responsable de la commission, membre du Comité OVR-CH ;
- Francisc Giurgiu, président OVR-RO, partenaire roumain, responsables des démarches sur le terrain.

Mais, tant en Suisse qu'en Roumanie, elle n'aurait aucune efficacité sans le travail inlassable de personnes motivées et persuadées que leur engagement bénévole est vraiment utile pour la population roumaine. Avec les amis de Roumanie et de Suisse, la famille, les membres des associations OVR-CH, d'Amitié Nendaz-Gherla et du Groupe de Solidarité St-Légier-Morăreni, la formidable équipe de Bagnes, « Tami » et son camion, tout fonctionne à souhait.

En 2010, c'était juste une quarantaine de lits récupérés et envoyés dans la région de nos partenaires d'associations en Roumanie. Mais, rapidement, les donateurs se sont fait nom-

breux et le nombre de bénéficiaires s'étend aujourd'hui hors des régions de nos associations respectives, sous le guidage averti et fort sensé de Francisc Giurgiu.

Côté financier, de l'automne 2010 à juin 2014, tous les frais inhérents à la récupération de matériel et à l'accueil des bénévoles lors des journées de chargement des camions ont été assumés par deux membres d'une association partenaire d'un village roumain. Dès l'été 2014, OVR-CH a créé un fonds spécial grâce aux dons reçus et attribués à la commission « Santé », par des associations OVR-CH ayant cessé toute activité et grâce aussi au soutien de la commune de Moutier. De beaux gestes de soutien aux actions à venir !

Les débuts en Roumanie

Dès septembre 2010, automne où a débuté notre action, la décentralisation de la gestion des hôpitaux sous la juridiction



Christiane Béguin

On ne remerciera jamais assez les personnes bénévoles qui donnent un coup de main pour charger les camions

des mairies a engendré une plus grande implication et responsabilisation des élus locaux dans le domaine de la santé. Cela a eu un impact direct et important sur le financement du transport de matériel de Suisse en Roumanie, puisque, depuis 2011, c'est l'hôpital (et/ou la mairie) recevant le matériel donné qui a accepté de l'assumer (Transport 2015 : 2600 € pour un TIR de 90 m3). Engagement indispensable à la réussite de cette action. (voir doc :

[feuille de route. transport mat.med .2015.03.25.pdf](#))

Par ailleurs, une reclassification de tous les hôpitaux roumains a eu lieu du 1er au 30 avril 2011. Une des conséquences en a été la transformation de 70 petits hôpitaux en centres médico-sociaux ou homes médicalisés pour personnes âgées. Ce qui ouvre un large champ de nouvelles actions de partenariat pour les associations OVR-CH et la commission « Santé ».

Les tâches principales d'OVR-RO

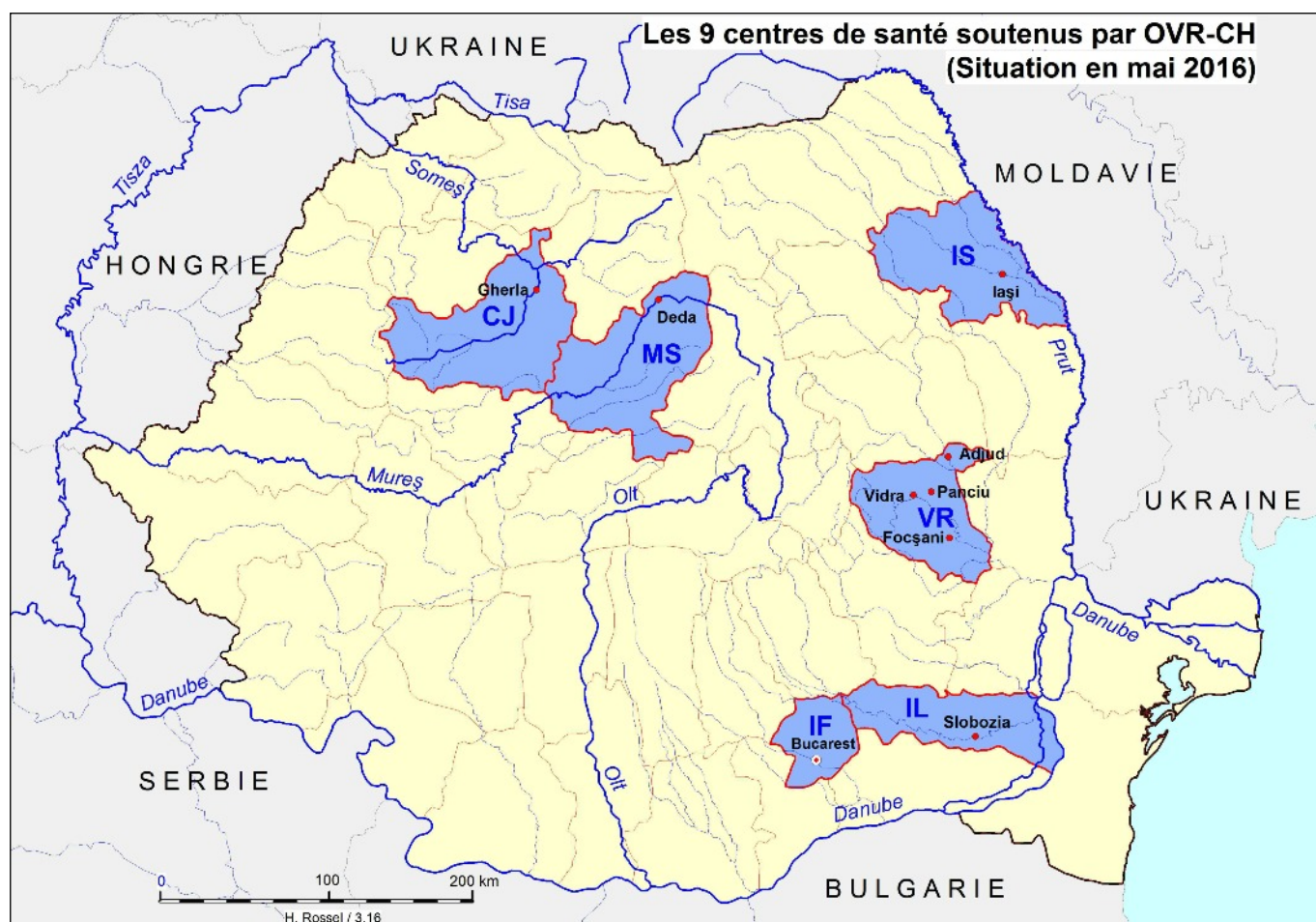
- Récolter les demandes d'aide en matériel ;
- Evaluer les besoins sur place (enquêtes sur le terrain avec OVR-CH) et poser des priorités en matière d'attribution et de distribution du matériel ;
- Négocier le prix du transport Suisse-Roumanie et trouver son financement en Roumanie ;
- Gérer les complications administratives et douanières ;

- Informer tous les partenaires (roumains et suisses) sur les changements de lois du système de santé roumain.

Et côté Suisse

Partant du principe qu'en Suisse du matériel de bonne qualité est régulièrement changé, la commission « Santé » effectue des recherches de matériel (correspondant aux besoins signalés en Roumanie) auprès de nos hôpitaux et établissements médico-sociaux. En plus de quatre ans, pas moins de 500 lits à moteur avec potence, tables de nuit et matelas sont venus doter plusieurs hôpitaux et homes de personnes âgées dans 5 départements : Vrâncea, Mureș, Cluj, Iași et Ilfov. Deux hôpitaux fortement engagés dans ce partenariat, celui d'Adjud et celui de Panciu (Vrâncea) ont particulièrement bénéficié de matériel plus spécifique pour la maternité, le laboratoire, les salles d'auscultation, l'aménagement des salles de repas des patients, la rééducation, l'orthopédie, le monitoring des fonctions vitales des patients, etc.

Pour la récupération du matériel purement médical, la collaboration avec des médecins en Suisse et en Roumanie est précieuse. Elle évite le risque d'amener en Roumanie des équipements médicaux dépassés ou inutilisables (pas de consommables ou de service après vente sur place). La législation roumaine, sans arrêt en mouvement, ne simplifie en





Hôpital d'Adjud

Aux deux extrémités de la vie, exemple de matériel apporté : des couveuses pour le service de néo-natalité...

rien les démarches administratives et douanières auxquelles doivent se soumettre les bénéficiaires des donations de matériel médical spécifique.

Rayon d'action et bilan du projet

C'est majoritairement dans l'est de la Roumanie que les besoins apparaissent les plus importants : Hôpital départemental des urgences de Focșani, Hôpital de Panciu, Hôpital de Vidra et Hôpital Municipal d'Adjud dans le département de Vrancea, Hôpital (clinique) Fundeni, à Bucarest (Ilfov), les centres médico-sociaux et homes de personnes âgées de Deda (Mureș), de la région de Gherla (Cluj) et de l'association Caritas Iași (Iași), ont bénéficié du matériel récolté en Suisse. Cela représente une moyenne de 3 transports (TIR 90 m3) par an depuis octobre 2010.

Difficultés rencontrées...

Le problème majeur dans ce genre d'activités demeure la gestion du stockage et/ou de l'envoi direct du matériel récupéré.



Hôpital d'Adjud

... et une baignoire pour la toilette des personnes âgées ou peu valides, en service actuellement à l'Hôpital d'Adjud

Il n'est pas toujours possible de faire coïncider la récupération de lits d'hôpitaux avec la venue d'un camion roumain. Pourtant c'est l'idéal. Mais c'est sans compter avec la neige, les jours fériés en Roumanie, différents de ceux de Suisse, les vacances, etc. Il est même arrivé qu'un camion se soit perdu... en Autriche, paraît-il. Bref, les occasions où nous avons dû stocker un volume important et lourd de matériel n'ont pas manqué. Ne pas disposer d'un local pour déposer le matériel en attente d'être envoyé en Roumanie rend la tâche parfois très ardue.

Une lettre de remerciements

Le Dr. Gheorghe Bercea, directeur de l'Hôpital municipal d'Adjud, nous a envoyé une lettre de remerciements pour l'ensemble du matériel reçu. Cette missive et sa traduction, accompagnée d'une série de photographies montrant l'installation de ces différents biens d'équipement, ont été présentées dans le N° 51 du Réseau, décembre 2014, pp. 7-8.

Christiane BÉGUIN et Vera ROSSEL

Adresses pour informations :

En Suisse

- Christiane BEGUIN : +41 79 872 44 84 ; E-mail : christiane.beguin@yahoo.fr

- Vera ROSSEL : +41 76 500 74 28 ; E-mail : v.rossel@prossel.com

En Roumanie

- Francisc GIURGIU, Bălăneasa, RO-607286 Livezi

+40 234 332 861 ou +40 744 510 147; E-mail : francisc_ovr_ro@yahoo.com

Vous désirez simplement soutenir notre action ?

> Banque Raiffeisen, OVR-CH Commission médicale,

> Compte de société : CH69 8047 2000 0065 2863 0

La Transylvanie

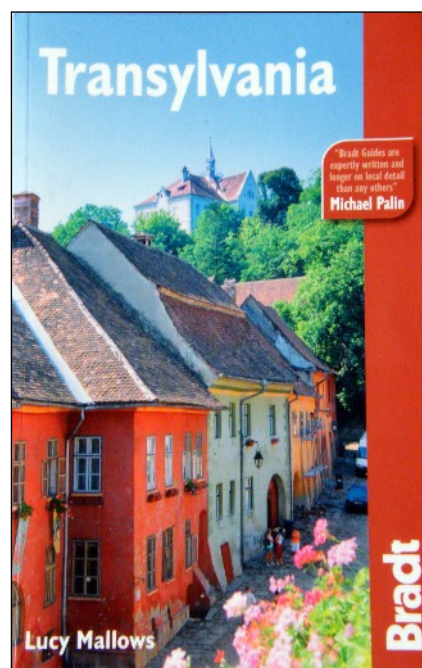
Région classée première au niveau mondial

Nous avons signalé dans notre édition précédente, que la Transylvanie avait été choisie par les guides *Lonely Planet* comme la région la plus tendance pour un voyage en 2016. On ne présente plus cette maison d'édition spécialisée dans les guides de voyage, tant elle est connue. De nombreuses traductions/adaptations françaises ont été faites de leurs éditions originales en anglais ; c'est le cas pour la Roumanie, qui est analysée dans un guide en association d'abord avec la Moldavie, puis avec la Bulgarie.

On ne présente plus, non plus, la Transylvanie à nos membres, tant ils connaissent le pays de l'intérieur, pour y retourner régulièrement. Et nous savons bien pourquoi cette région présente autant de pôles d'attraction et de centres d'intérêt... Par contre, il n'y a aucun guide qui présente la région de façon détaillée en français. Pour les personnes qui pratiquent l'anglais, il existe, toutefois, trois guides qui sont consacrés uniquement à la Transylvanie et qui permettent d'aller un peu plus loin dans la découverte de la région et de ses populations.

La Rédaction

- *Transylvania*, "Travel Guides", **Bradt**, est probablement le guide le plus connu sur la Transylvanie. La première parution remonte à 2008 et constitue une édition originale anglaise, spécialement intéressante par le respect des



Hubert Rossel

différentes sensibilités culturelles de la région. Les deux premiers chapitres, le tiers du guide, constituent les *General Information*, regroupant à la fois le contexte culturel du pays et des informations pratiques s'y rapportant. Les autres chapitres vont à la découverte de l'ancienne région historique de Transylvanie au sens restreint – sans le Partium, le Banat et le Maramureș –, en suivant une présentation par *județ*.

L'index du guide est bien fait et fort complet, ainsi que des références très éclectiques et complètes. Une 2e édition a paru en janvier 2013; elle suit le même schéma que la précédente.

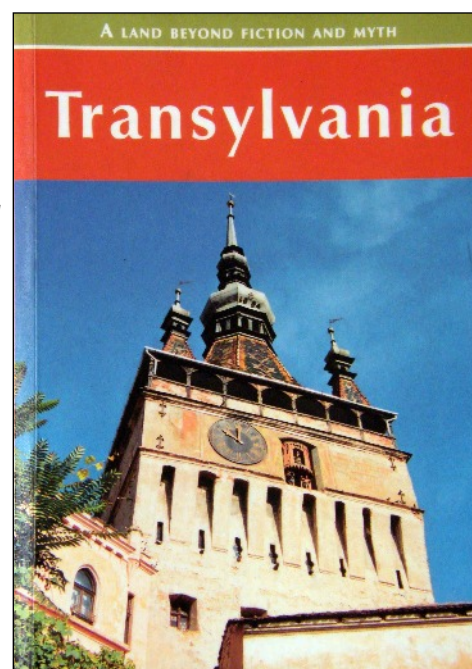
Site Internet :

<http://www.bradtguides.com/destinations/europe/romania/transylvania.html>

MALLOWS Lucy, *Transylvania*, The Bradt Travel Guide, Bucks (GB), 2013.

- *Transylvania*, **Kelet-Nyugat**, est la traduction anglaise de l'excellent ouvrage paru en hongrois sous le titre *Erdély*. Il constitue le premier guide touristique très complet sur la

Transylvanie à avoir paru dans une langue occidentale (1re édition : 2007). Après une première section *Practical Information*, qui répond aux questions qu'on se pose avant d'arriver dans le pays, l'ouvrage s'attarde longuement sur tout le contexte socio-culturel dans *Transylvanian History and Culture*. La découverte de plus de

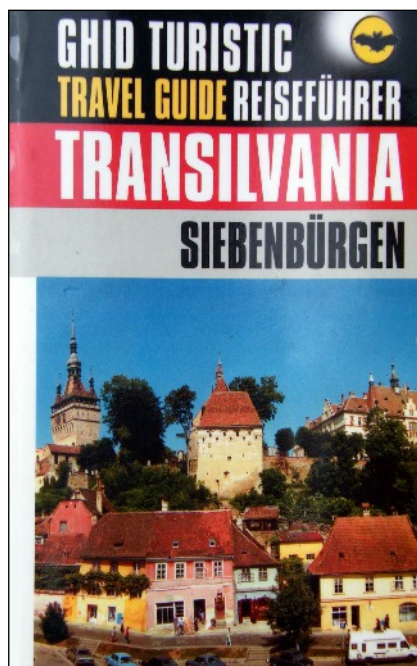


Hubert Rossel

350 lieux est ensuite proposée, regroupés selon les régions culturelles dans lesquelles elles se trouvent. Les toponymes sont en roumain, ainsi qu'en allemand ou en hongrois, suivant les régions culturelles présentées. Toutes les formes sont reprises dans l'index, à la fin du guide. Des photos couleurs sont regroupées en plusieurs cahiers. Site Internet : <http://www.keletnyugat.hu/ujkonyvek/transylvania.php>.

FARKAS Zoltán & SÓS Judit, *Transylvania*, Kelet-Nyugat, Budapest, 2007.

- *Transilvania – Siebenbürgen – Transylvania, Ghid turistic/Travel Guide/Reiseführer*, Prochart Press, est édité par une agence de publicité... et en contient pas mal. Mais c'est



Hubert Rosset

un ouvrage rédigé par des Roumains, professeurs, chercheurs, historiens, géographes, économistes et muséographes. Après une courte présentation historique générale, chaque *județ* de Transylvanie est passé en revue par un spécialiste habitant dans le département, ce qui réserve parfois des points de vues qui ne sont pas abordés dans d'autres ouvrages similaires, que ce soit dans la présentation du département ou de ses attractions principales, qui apparaissent sur une carte pour chacun d'entre eux.

Le guide est trilingue (roumain, allemand, anglais). Il n'y a pas d'index d'ensemble. Pas de site Internet non plus.

MĂLAN Liviu, coord., *Transilvania Siebenbürgen Transylvania*, Prochart Press, Oradea, 2002.

Hubert ROSSEL

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

Le nouveau numéro de *Regard*, la revue francophone bimestrielle éditée à Bucarest, est disponible depuis la mi-mars. Le dossier principal de cette

livraison est un grand reportage sur la Régie autonome de transport de Bucarest (RATB), réalisé par le photographe Mihai Barbu et le journaliste Jonas Mercier.

L'ensemble des rubriques traitées dans ce dernier numéro est disponible sur le lien :

<http://regard.ro/titres/>, d'où l'on peut partir pour avoir accès à l'ensemble des informations souhaitées concernant la revue.



www.regard.ro

Peints avec une patience infinie, avec des dizaines de lignes qui suivent une symétrie parfaite, les œufs peints sont destinés à décorer la table du repas de Pâques.



fr.slideshare.net

Avec les meilleurs vœux de la part de toute l'équipe du Comité OVR-Suisse

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Parmi les sujets que nous suivons régulièrement – et qui sont extérieurs à la politique politicienne –, il y a trois thèmes qui se détachent des autres dans cette livraison et qui marqueront peut-être des tournants historiques : un classement qui pourrait mettre fin à la saga des mines de Roşia Montană, la condamnation d'un ancien chef de prison de l'époque communiste, ainsi que la fin de la relation privilégiée entre l'Eglise orthodoxe et l'Etat.

La Rédaction

Roşia Montană

Le ministère de la Culture met un terme aux travaux d'exploitation

En faisant passer la commune de Roşia Montană sur la liste des monuments historiques de catégorie A, le ministère de la Culture clôt l'un des feuilletons politico-sociaux majeurs de ces quinze dernières années.

Cette décision, très attendue par la société civile, signifie que toute intervention pouvant affecter la ville et ses environs, désormais classés site historique, seront interdites. Celle-ci sonne – à priori – le glas des ambitions de la société canadienne Gabriel Ressources et de son exploitation aurifère. Le périmètre de deux kilomètres déclaré monument historique autour de la ville inclut les sites miniers, dont certains ont plus de 2000 ans. Les galeries dans les mines de l'époque romaine sont incluses dans cette classification. Roşia Montană avait été déclaré monument historique en 1992 avant de perdre ce statut en 2004 et en 2010 suite à des décisions des ministères de la Culture de l'époque. La Direction nationale anti-corruption, la DNA, a également été saisie par le ministère de la Culture au sujet d'irrégularités commises par certaines institutions dans la gestion de l'héritage de Roşia Montană. Le sort de l'emblématique commune a largement divisé l'opinion publique roumaine ces dernières années. Au départ très localisé, le conflit opposant une partie des habitants à la compagnie canadienne et à l'Etat roumain a pris une dimension nationale au point de devenir un véritable phénomène social cristallisant les frustrations et les espoirs de l'ensemble de la société civile roumaine. Mais la décision ne fait pas que des heureux sur place. Le maire de la commune, Eugen Furdui, déplore en effet que la décision du ministre de la Culture n'ait pas été prise en consultation avec les locaux. "Ils auraient dû consulter les autorités locales et les gens qui vivent ici. Pour ma part, j'estime que l'exploitation minière a toujours existé sur notre commune et je demeure partisan d'activités minières responsables", a-t-il notamment déclaré. Gabriel Ressources ne s'est pas encore exprimé suite à l'annonce du ministère. (*Le Petit Journal*, Bucarest, 14 janvier 2016)

*** **

Nouveau revers pour un projet de mines canadien

Un village du centre de la Roumanie où une compagnie canadienne comptait ouvrir une mine d'or a été classé monument historique, un statut le mettant à l'abri contre toute activité minière, a-t-on appris jeudi auprès du ministère roumain de la Culture.

«Le village de Roşia Montană a été classé monument historique d'intérêt national, sur un rayon de deux kilomètres», a déclaré à l'AFP le conseiller du ministère chargé du patrimoine, Adrian Balteanu.

«Sur un tel site, toute exploitation minière est exclue», a-t-il ajouté.

Cette mesure porte un nouveau coup à la compagnie canadienne Gabriel Ressources, qui prévoyait d'y extraire 300 tonnes d'or et 1600 tonnes d'argent sur 16 ans, en utilisant 12 000 tonnes de cyanure par an.

Selon les experts, ce projet comportait des risques de pollution et menaçait de détruire des galeries minières romaines uniques en Europe.

«Le ministère de la Culture se met enfin au service de la protection du patrimoine», s'est félicité le professeur d'histoire Ioan Piso, l'un des principaux opposants au projet voulu par l'entreprise canadienne. «Si cette mine était ouverte, la Roumanie aurait perdu aussi bien un monument historique unique que l'or qu'il recèle, tandis que le site serait devenu un désert lunaire», a-t-il ajouté.

Selon lui, Roşia Montană avait figuré sur la liste des monuments historiques jusqu'en 2004, lorsque le site en avait été éliminé «lors de l'une des nombreuses illégalités ayant entaché le parcours de ce projet».

«C'est un pas important, on doit maintenant s'assurer que ce classement sera respecté», a pour sa part déclaré Eugen David, président de l'association Alburnus Maior qui lutte depuis de nombreuses années pour bloquer le projet minier.

Sollicité par l'AFP, Gabriel Ressources n'a pas souhaité commenter la décision de Bucarest.

Après avoir attendu pendant plus de 15 ans un permis crucial du ministère de l'Environnement pour lancer les travaux, la compagnie avait annoncé en juillet avoir demandé un arbitrage international pour obtenir des dédommagements.

Initialement favorable à la mine, l'ancien gouvernement de gauche avait fait volte-face en 2013, après une vague de protestation sans précédent en Roumanie. (<http://fr.canoe.ca>, 14 janvier 2016)

*** **

La Roumanie veut faire inscrire ses mines à l'UNESCO

La Roumanie a demandé à l'Unesco de classer au patrimoine mondial de l'humanité le site minier de Roşia Montană (nord-ouest), «un paysage culturel des plus spectaculaires», par ailleurs convoité par un industriel canadien, a déclaré samedi le ministre de la Culture Vlad Alexandrescu. «Roşia Montană porte l'empreinte d'une interaction serrée entre l'homme et l'environnement, qui a généré un paysage culturel parmi les plus riches et les plus spectaculaires», a indiqué le ministre.

Connue dès l'antiquité pour ses importants gisements d'or, cette zone «recèle de vastes galeries minières datant de l'époque romaine qui ont continué à être utilisées au Moyen Age et durant la période moderne», a-t-il souligné. «Roşia Montană remplit cinq des critères de l'Unesco pour être inscrite dans la catégorie paysage culturel», a estimé M. Alexandrescu, appelant les organisations non gouverne-

mentales à proposer des projets pour assurer un développement durable du site.

Un site convoité par les sociétés minières

L'Académie roumaine, plusieurs ONG ainsi que l'ICOMOS, l'un des trois organismes consultatifs de l'Unesco, avaient demandé en vain ces dernières années aux gouvernements successifs de lancer les démarches en vue du classement de Roşia Montană. Ce site est convoité depuis plus de 15 ans par la société canadienne Gabriel Resources, qui veut y ouvrir une mine d'or à ciel ouvert.

Le projet canadien prévoyant l'extraction de 300 tonnes d'or à l'aide du cyanure a suscité les critiques des défenseurs du patrimoine et de l'environnement, qui ont mis en garde contre les risques de pollution et de destruction des galeries romaines. En janvier, le ministère de la Culture avait déjà annoncé avoir classé le village de Roşia Montană «monument historique d'intérêt national» ce qui «exclut toute exploitation minière». (*Le Figaro immobilier*, Paris, 7 février 2016)

*** **

Le gouvernement souhaite que le site soit reconnu par l'UNESCO

Le ministère roumain de la Culture, soutenu par celui de l'Environnement, vient officiellement de démarrer les procédures pour inscrire le site de Roşia Montană dans la liste indicative de la Roumanie pour le patrimoine mondial, en tant que paysage culturel. Il s'agit de la première étape pour que la célèbre commune et ses environs soit reconnus par l'Unesco.

Roşia Montană est sans aucun doute le centre minier le plus actif de la Transylvanie, avant tout pour son or. Les traces des premières exploitations remontent à l'époque du bronze et continuent dans l'antiquité, le Moyen Age et jusqu'à l'époque moderne. Nationalisée en 1948, son exploitation est devenue industrielle. Elle se terminera en 2006. Il s'agit donc, selon le ministère de la Culture, de l'un des sites miniers les plus longévives connus. Ces dernières années, son nom a été lié à la société canadienne Gabriel Resources, qui a tenté en vain de reprendre l'exploitation. Le projet canadien, qui prévoyait l'extraction de 300 tonnes d'or à l'aide du cyanure, avait toutefois coagulé une bonne partie de la population roumaine contre lui, entraînant de vastes manifestations à travers le pays. Mais il s'appuyait sur l'indécision de l'Etat roumain à ce sujet. Il s'agit là du premier gouvernement qui prend la décision ferme de fermer toute perspective à la société Gabriel Resources. En effet, en janvier, il avait déjà classé le village de Roşia Montană "*monument historique d'intérêt national*", excluant toute exploitation minière. (*Le petit journal*, Bucarest, 9 février 2016)

Condamnation d'Alexandru Vişinescu

Lourde peine de prison dans le premier procès d'un extortionnaire communiste

L'ex-commandant d'un des plus terribles pénitenciers de la Roumanie communiste, Alexandru Vişinescu, a été condamné vendredi à 20 ans de réclusion, au terme du premier procès du genre dans le pays, 25 ans après la chute du régime totalitaire.

Jugé depuis septembre pour "crimes contre l'humanité", Alexandru Vişinescu, 89 ans, était accusé d'avoir soumis à un "régime d'extermination" les détenus politiques de la prison de Râmnicu Sărat (est). L'ancien officier, qui n'était pas présent au tribunal lors de l'énoncé du verdict, n'ira toutefois pas en prison dans l'immédiat, disposant de 10 jours pour interjeter appel.

Contacté par téléphone par l'AFP, il n'a pas souhaité commenter cette condamnation.

"Mon client va très probablement faire appel de cette décision", a pour sa part déclaré à l'AFP son avocate – commise d'office – Valentina Bornea, se refusant à d'autres commentaires.

Le parquet avait réclamé 25 ans de réclusion contre M. Vişinescu.

"Même si elle est tardive, cette condamnation représente une victoire morale pour les victimes de Vişinescu", s'est félicitée Anca Cernea, dont le père et le grand-père avaient été enfermés à Râmnicu Sărat, et qui s'est constituée partie civile.

Au moins 14 détenus politiques sont morts durant le mandat de M. Vişinescu, entre 1956 et 1963, dans cet "enfer du silence", où chaque prisonnier était enfermé seul dans une cellule et n'avait le droit d'adresser la parole à personne.

Isolement, froid, rations insuffisantes de nourriture, coups et sanctions terribles pour le moindre manquement à la discipline: le réquisitoire a dressé une longue liste de souffrances et d'humiliations auxquelles étaient soumis les détenus, des opposants au régime communiste.

Pas de regrets

Durant le procès, M. Vişinescu n'a jamais exprimé de regrets ou demandé pardon aux victimes.

Il s'est défendu en affirmant avoir simplement "obéi aux ordres" de ses supérieurs et respecté les lois en vigueur.

Plaidant l'acquittement, son avocate avait assuré qu'il n'y avait "aucune preuve quant à l'intention de l'inculpé d'infliger des souffrances supplémentaires par rapport à ce que prévoyait la législation" de l'époque.

Alors que certains analystes attendaient un "Nuremberg roumain", le procès a pâti du refus de M. Vişinescu de répondre aux questions ainsi que des difficultés à trouver des témoins directs. L'accusé a ainsi été confronté à une seule victime, Valentin Cristea, 84 ans, dernier survivant parmi les anciens détenus politiques de Râmnicu Sărat.

L'horreur du 'goulag' roumain

"Je suis un peu déçu du déroulement de ce procès (...) mais le plus important c'est qu'il va créer un précédent en Roumanie", a déclaré à l'AFP le directeur de l'Institut de recherche des crimes du communisme (IICCMER), Cosmin Budeanca.

"Il s'agit du premier procès de ce type et nous tous, chercheurs comme magistrats, avons des choses à en apprendre", a-t-il ajouté. C'est l'IICCMER qui avait demandé au parquet de lancer des poursuites contre M. Vişinescu et contre une trentaine d'autres tortionnaires présumés, sur la base de milliers de pages de témoignages et de documents reconstituant l'horreur du "goulag" roumain.

Après avoir longtemps hésité à se pencher sur cette période sombre de l'histoire de Roumanie, le parquet avait fini par donner suite à la demande de l'Institut.

Un deuxième procès, visant un ancien commandant du camp de travail de Periprava (est), a commencé en avril à Bucarest.

Plus de 600 000 personnes – intellectuels, opposants politiques, officiers ou prêtres – ont été détenues en Roumanie sous le régime

communiste, entre 1947 et 1989 (Mihaela RODINA, *Le Point*, Paris, 24 juillet 2015).

*** *** ***

Décision historique avec la condamnation définitive de Alexandru Vişinescu à vingt ans de prison

La décision de justice est définitive : la cour de Cassation a condamné hier l'ancien commandant en chef de la prison communiste de Râmnicu Sărat, Alexandru Vişinescu, a vingt ans de prison pour crimes contre l'humanité.

La cour d'Appel de Bucarest avait rendu le même verdict l'été dernier (voir l'article ci-dessus, ndlr): Alexandru Vişinescu, appelé le "tortionnaire de la prison de Râmnicu-Sărat", a été incarcéré hier suite au jugement de la cour de Cassation. Celui-ci devrait par ailleurs perdre ses titres militaires pour traitements inhumains infligés durant la période 1956-1963, alors qu'il dirigeait l'une des plus dures prisons du régime communiste. On a reproché à Alexandru Vişinescu d'avoir instauré un régime de terreur et d'extermination ayant provoqué la mort de nombreux détenus. Pour Marius Oprea, chef du bureau des investigations spéciales au sein de l'ICCMER, l'Institut pour l'investigation des crimes de la période communiste, "cette décision historique pour la Roumanie devrait créer un précédent et faciliter la suite des enquêtes visant d'autres membres de l'administration pénitentiaire communiste ayant commis des crimes avant 1989, et ce peu importe leur âge. La vérité et la justice n'ont pas de limites d'âge" a rajouté ce dernier en référence à l'âge avancé de Vişinescu – plus de 90 ans. Celui-ci n'était pas présent hier au tribunal, préférant attendre le verdict chez lui. Cette première décision dans ce type de dossier intervient ainsi plus de 26 ans après la fin du régime communiste. De telles poursuites ont en effet mis beaucoup de temps à démarrer en Roumanie contrairement à ce qui s'est mis en place plus rapidement dans d'autres pays de l'Est. Les autres enquêtes qui ont été lancées ces dernières années à Bucarest et qui sont en cours actuellement concernent là aussi des criminels d'un âge très avancé. (*Le petit journal*, Bucarest, 11 février 2016)

Eglise orthodoxe et Etat roumain

En 2016, les églises roumaines seront privées d'argent public
Davantage d'argent public pour l'éducation et la santé, moins pour la construction des églises: c'est ce qu'a décidé le nouveau gouvernement.

Prévue pour 2017, l'inauguration de la gigantesque cathédrale orthodoxe du Salut de la Nation, au cœur de Bucarest, a été

repoussée d'un an, pour cause de retard à prévoir dans les travaux d'édification.

Le motif de ce report ? Comme d'autres églises de Roumanie, la cathédrale ne bénéficiera plus de fonds publics en 2016, suite à la décision du nouveau gouvernement de ne pas financer la construction de lieux de culte afin d'allouer plus de fonds à l'éducation et à la santé. L'Église orthodoxe, majoritaire en Roumanie, a fait part de sa «compréhension» mais regrette cette décision, y voyant la manifestation d'une «certaine hostilité» de la part du nouveau gouvernement envers l'Église. La construction de la cathédrale, qui pourra accueillir jusqu'à 6 000 fidèles, dépendra désormais des revenus de l'Église et des dons des fidèles. Elle devrait coûter au total 100 millions d'euros. Jusqu'ici environ 40 millions d'euros ont été investis dans ce projet. Selon des statistiques officielles, depuis la chute du régime communiste, fin 1989, la Roumanie a bâti cinq fois plus d'églises que d'écoles, des chiffres qui ont suscité de vives critiques de la part de la société civile. (C.P., *La Croix*, Paris, 11 décembre 2015)

*** *** ***

En Roumanie, l'union sacrée entre l'Etat et l'Eglise fait débat

"Les lieux de culte n'auront pas de budget alloué en 2016". L'annonce de Dacian Cioloş, Premier ministre technocrate, a claqué comme un coup de tonnerre en Roumanie, un pays à 89 % orthodoxe. A peine la machine de la polémique s'est-elle mise en route que cette initiative échouera aussi rapidement qu'elle est née. Il n'aura pas fallu une journée avant que le patriarche Daniel ne décroche le combiné pour rappeler à l'ordre le chef de l'exécutif.

M. Cioloş n'a alors eu d'autre choix que de faire pénitence. Le 6 décembre, il s'empresse d'assurer qu' "une solution sera trouvée" et rappelle qu'une augmentation des salaires du personnel ecclésiastique est prévue. "C'est un exemple récent de l'énorme force de pression que possède l'Eglise. Cette passerelle semi-secrète semi-publique entre le politique et le religieux qui remonte à la révolution empêche un fonctionnement transparent des institutions", observe l'historien Eugen Ciurtin.

Sous le régime communiste, la religion était à peine tolérée par le dictateur Nicolae Ceauşescu. Au lendemain de la révolution de 1989, "la démocratie devient donc synonyme de religion", constate l'anthropologue Vintilă Mihăilescu. Les nouvelles élites politiques se battent désormais pour le prix du "plus orthodoxe des orthodoxes". "La plupart étaient communistes donc supposés athées, mais ils ont d'un coup assumé une attitude servile à l'égard de l'Eglise", dénonce Remus Cernea, député indépendant (...) (Maria UDRESCU, *La Libre Belgique*, Bruxelles, 21 décembre 2015).

*** *** ***



Le prochain numéro du Réseau paraîtra en août 2016. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 juillet au plus tard. Merci !